

Michael North, Robert Riemer (Hg.), Das Ende des Alten Reiches im Ostseeraum. Wahrnehmungen und Transformationen, Köln, Weimar, Wien (Böhlau) 2008, 352 p., ISBN 978-3-412-20108-1, EUR 44,90.

rezensiert von/compte rendu rédigé par
Marie-Louise Pelus-Kaplan, Fontenay-aux-Roses

Le bicentenaire de l'année 1806 qui vit le Saint Empire romain germanique, après huit siècles d'existence, terminer sa course au moment où, avec l'Empire napoléonien, naissait une nouvelle Europe, a donné lieu à toute une série de publications et d'études. À Greifswald, l'université et le collège scientifique A. Krupp ont uni leurs efforts pour étudier l'événement du point de vue de ses répercussions en Europe du Nord et dans le monde baltique. Le présent volume réunit d'une part les travaux menés sous la direction de Michael North dans le cadre du projet 1806, »Fin ou recommencement? La disparition de l'ancien Empire vue dans une perspective allemande du Nord et scandinave 1789–1815«, d'autre part les communications du symposium international tenu à Greifswald en juin 2006 autour du thème »La fin de l'ancien Empire dans le monde baltique«.

Si les réactions des contemporains de ce tournant historique majeur étaient déjà relativement bien connues grâce aux travaux concernant les principaux États allemands (Prusse, Autriche, Bavière, Wurtemberg ...), elles le sont moins si l'on regarde les nombreuses petites et moyennes principautés ainsi que les villes libres de la moitié septentrionale du Saint-Empire, beaucoup moins étudiées jusqu'ici. C'est donc une vision neuve, à la fois concrète et nuancée de l'événement que nous offre ce livre important, une vision d'autant plus intéressante que le terrain de cette étude, du fait notamment de la présence en Allemagne du Nord de princes souverains dans des États non allemands (le roi d'Angleterre en sa qualité d'Électeur de Hanovre, le roi de Danemark pour son duché de Holstein, le roi de Suède pour Wismar et la Poméranie occidentale), s'inscrit dans le cadre plus large de l'Europe septentrionale et du monde baltique. C'est donc dans une perspective large, à la fois nord-européenne et baltique, que la dissolution de l'ancien Empire est examinée.

Les 19 contributions, précédées d'une substantielle introduction, s'ordonnent selon trois parties: d'abord du point de vue des transformations institutionnelles qui précèdent ou accompagnent la fin du Saint-Empire, ensuite du point de vue de la perception qu'en ont eue les contemporains, enfin du point de vue des évolutions qui ont mené à la Confédération germanique de 1815.

La première partie débute avec la question posée par Heinz Duchhardt: »Un système en voie d'évolution accélérée, ou proche de l'effondrement? Les États européens et leur politique autour de 1800«. L'auteur oppose les grands États européens, avec leur politique égoïste susceptible de déclencher de nouvelles guerres, et les petits États du Saint-Empire, soucieux avant tout de protéger leur existence et leur intégrité. Les gouvernements d'alors savent utiliser les médias d'une manière très moderne pour la défense de leurs intérêts, mais doivent aussi tenir compte du poids grandissant des opinions publiques. Dans un premier temps, confrontées à la sympathie suscitée dans toute

l'Europe par les idées révolutionnaires, les grandes puissances évitent de se mêler de ce qui se passe en France; puis l'expansion de la Révolution au-delà des frontières de la France conduit à la formation de coalitions anti-françaises, mais dès ce moment, il apparaît clairement aux yeux des contemporains qu'un retour à l'ancien ordre politique de l'Europe prérévolutionnaire n'est plus possible.

Les 3 contributions suivantes s'intéressent de façon plus précise à l'attitude des grandes puissances. A partir de l'exemple anglais, Torsten Riotte se demande si la fin du Saint-Empire a été perçue en occident comme une césure majeure. Les pamphlets britanniques de 1803 montrent que George III était d'abord et avant tout le souverain du Royaume-Uni, dont les intérêts primaient sur ceux du Hanovre dont il était aussi l'Électeur. Et pourtant George III fut le seul souverain et prince d'Empire à protester officiellement à la diète de Ratisbonne contre la dissolution de l'Empire. En 1803, le roi et ses diplomates ne prévoyaient pas qu'il connaîtrait une fin aussi rapide. C'est seulement début 1806, avec la nouvelle occupation du Hanovre, que l'opinion britannique commence à entrevoir le danger, redoutant, au-delà de la perte du Hanovre, une invasion française des Iles Britanniques.

Se focalisant sur l'Est de l'Europe et plus particulièrement sur la Russie, Jan Kusber montre que dès 1801, le tsar Alexandre 1^{er} se préoccupe de la place de la Russie dans un nouvel ordre européen. S'il n'est pas question pour les Russes d'une alliance avec l'Empire en tant que tel, en revanche l'idée d'un État polonais dans ses frontières de 1772 (avant les partages), avec à sa tête un roi russe, fait débat; on considère aussi les intérêts commerciaux de la Russie en Baltique et en mer Noire. À partir de 1803, la Russie s'oriente vers une alliance avec la Grande Bretagne contre la France, perçue de plus en plus, surtout après la fondation par Napoléon de l'Empire français, comme une menace militaire; pour Alexandre 1^{er}, la solidarité des grandes puissances face à la France s'impose.

Dans »Hardenberg, la Prusse et l'ancien Empire«, Thomas Stamm-Kuhlmann étudie l'évolution du ministre prussien Hardenberg: tandis qu'en 1781 ce dernier considérait encore la Grande Bretagne comme un allié susceptible de défendre les intérêts de l'Empire et de l'Allemagne, il ne pensait plus, dès les années 1790, que l'Empire pourrait arrêter l'expansion française. La conséquence fut d'abord la paix séparée franco-prussienne de Bâle en 1795, puis l'ébauche par Hardenberg, en février 1806, d'une nouvelle constitution pour l'Empire, qui devrait être dictée par la Prusse et par Napoléon aux États de l'Empire. Mais les événements de l'année 1806 (la fondation de la Confédération du Rhin sous l'égide de Napoléon, le renoncement des Habsbourg au titre d'empereur romain, puis en octobre le ralliement de la Prusse à la quatrième coalition et l'entrée de Napoléon à Berlin) allaient changer la donne.

Les contributions suivantes s'intéressent aux puissances plus modestes. Kathleen Jandausch constate que le Mecklembourg, d'abord neutre en 1806 et conscient du fait que la création de la ligue du Rhin signifiait la fin de l'Empire dans sa forme ancienne, s'est impliqué dans les discussions autour de l'éventualité du transfert de la couronne impériale à Napoléon. En dépit de ses traditions diplomatiques, s'appuyer sur la France représentait pour le duché une solution plutôt plus rassurante qu'une alliance avec la Prusse dont les troupes, vaincues à Iéna et Auerstedt, avaient cherché refuge sur son territoire où les poursuivaient les troupes françaises. Celles-ci devaient bientôt occuper le

duché et y établir un nouveau gouvernement. Ce n'est qu'après la paix de Tilsit (1807) que la famille de Mecklembourg-Schwerin put revenir d'exil avec l'appui des Russes; les deux parties du duché adhèrent alors à la ligue du Rhin, d'obédience française.

Dans la même partie de l'Allemagne se trouvaient les possessions suédoises de Poméranie occidentale et de Wismar. La Suède tentait depuis 1800 de les donner en gage aux ducs de Mecklembourg-Schwerin, ce qui, dans le cas de Wismar étudié par Nils Jörn, fut un succès. Dès 1802, le tribunal de Wismar fut transféré à Stralsund; en 1803, Wismar, Poel et Neukloster revinrent au Mecklembourg qui retrouvait ainsi, en plus de Rostock, un autre port d'importance, tandis que la Suède recevait la coquette somme de 1 250 000 *Reichsthaler*.

C'est sur un autre voisin du Mecklembourg, le duché de Holstein, que se penche Michael Bregnsbo avec »l'incorporation du Holstein en 1806 et la réaction danoise à la dissolution de l'ancien Empire«. La fin du Saint-Empire donnait en effet aux rois de Danemark la possibilité de réaliser un vieux projet: introduire dans leur duché la constitution danoise accompagnée d'une réforme fiscale, et passer de l'union personnelle à la mise en place d'un État unitaire.

Quant aux trois villes libres voisines, Brême, Hambourg et Lubeck, Antjekatrin Grassmann analyse quelles perspectives leur sont offertes en 1806. Passant du statut de »villes d'Empire« à celui de républiques marchandes, elles vont conjuguer leurs efforts pour le maintien de leurs administrations, la sauvegarde de leur droit à la signature des traités de paix, et pour une interprétation commune des nouvelles lois. Elles se mettent également d'accord sur un sceau commun, sur le maintien de leurs structures sociales, sur le développement de leur réseau postal, et sur la mise en place de représentants diplomatiques communs; la préoccupation principale des trois villes demeure néanmoins la protection de leur commerce maritime, ce qui les amène à rappeler avec force – notamment vis-à-vis de la Prusse – leur volonté de neutralité. Toutefois cette liberté absolue fut de courte durée: dès novembre 1806, Lubeck en dépit de sa neutralité était prise et pillée par les troupes françaises, un destin que devaient connaître ses voisins un peu plus tard. Mais après 1815, les trois villes, en conservant leur indépendance dans une Allemagne totalement recomposée, devaient récolter les fruits de la collaboration entreprise en 1806.

»La perception de la dissolution du Saint-Empire entre 1801 et 1806 par les bourgeois des villes d'Empire de Lubeck, Hambourg et Brême« est justement le sujet de la contribution de Hans Dieter Loose, qui inaugure ainsi la seconde partie de l'ouvrage en s'appuyant sur des imprimés de toutes sortes sortis des presses de Hambourg. C'est également à une étude de l'opinion publique allemande face à la dissolution de l'Empire que se livre Georg Schmidt. Si l'on voyait, à Iéna et à Weimar, dans l'ancienne constitution de l'Empire un garant de la survie de ce dernier, il n'en était pas de même à Berlin où on la considérait comme le fondement d'un système en voie de décomposition. Si les publicistes qui défendaient cette idée ont dans un premier temps salué la Révolution française, ils l'ont ensuite repoussée (Schiller) par peur de voir s'installer une »nouvelle barbarie«, et en considérant que la défense de l'unité et de la liberté devait être l'objectif commun de la nation allemande.

Si les fonctionnaires des États allemands siégeant à la diète de Ratisbonne ont vu leurs opinions face

à la dissolution de l'Empire soumises à la censure, ils les ont néanmoins exprimées à travers leurs journaux intimes, mémoires, ou correspondances, des documents qui trahissent généralement, comme le montre Wolfgang Burgdorf, une grande résignation. Les professeurs de l'université de Greifswald étudiés par Dirk Alvermann ont, quant à eux, saisi l'importance de la césure politique tout en acceptant, finalement, le nouvel ordre allemand.

Les 3 dernières contributions de cette seconde partie sont consacrées à l'évolution de la presse dans ce contexte de grands bouleversements politiques. Holger Böning s'intéresse à la naissance en Allemagne d'une presse d'opinion qui cherche à influencer ses lecteurs, tandis qu'Andreas Hönnerfors étudie, à côté des effets de la censure sur la presse allemande et suédoise, les efforts du roi de Suède pour manipuler l'opinion publique grâce à la presse, alors que Robert Riemer compare la manière dont rendent compte de la défaite suédoise face aux Français la presse d'Allemagne du Nord d'une part, les officiers suédois de l'autre.

Dans la troisième partie de l'ouvrage sont abordés différents aspects de l'histoire de l'occupation française ainsi que de la réorientation qui devait conduire, après la chute de Napoléon, à la création de la Confédération germanique. Deux articles étudient la Poméranie occidentale, encore sous la coupe de la Suède en 1806/1807. Alors que celui de Jens E. Olesen se focalise sur la tentative du roi de Suède Gustav IV Adolf d'intégrer le territoire dans le royaume de Suède et d'y introduire les institutions et le droit suédois, avant de le perdre à la suite de l'avancée des troupes françaises, les effets du blocus continental sur le commerce de la côte méridionale de la Baltique et notamment de la Poméranie suédoise sont l'objet de l'étude de Jörg Driesner, qui constate l'importance de la fraude pratiquée notamment par les Suédois, avec pour plaque tournante l'île de Rügen.

Robert Riemer étudie ensuite une tentative de résistance à l'occupation française de l'Allemagne du Nord, celle de Ferdinand von Schill en Mecklembourg et Poméranie: malgré quelques succès initiaux, cette tentative devait échouer devant la supériorité de l'armée française.

Dans la dernière contribution, Hans Werner Hahn se penche sur l'histoire de la Confédération germanique, considérée par les historiens du XIX^e siècle et même jusqu'après la seconde guerre mondiale comme une impasse dans l'histoire allemande. Depuis 1806 et même un peu avant, on songeait déjà à transformer les structures de l'ancien Empire, puis celles de la Confédération du Rhin, en une nouvelle fédération à l'échelle de l'Allemagne tout entière. Le projet échoua, tant du fait de la méfiance des Français face au développement d'un sentiment national allemand que par le refus des anciens princes d'Empire de voir leur souveraineté remise en cause. La Confédération du Rhin, à qui l'on pouvait reprocher sa collusion avec l'exploitation par la France des territoires allemands, n'est pas non plus parvenue à créer une nouvelle symbolique qui aurait pu compenser la perte de l'ancien Empire. Si les recherches historiques actuelles éclairent d'un jour plus favorable la Confédération du Rhin et surtout la Confédération germanique, dont la création suscita sur le moment de grands espoirs, le romantisme allemand en plein essor dans la première moitié du XIX^e regardait plutôt vers l'ancien Empire autour duquel se cristallisaient pour l'Allemagne les rêves de grandeur et de liberté.